AL/MY

# CROISSANCE, CRISE ET TRANSFORMATIONS DU SALARIAT INDUSTRIEL

N° 8213

par

Alain LIPIETZ

Article à paraître dans

Les Cahiers Français

(La Documentation Française)

# CROISSANCE, CRISE ET TRANSFORMATIONS DU SALARIAT INDUSTRIEL

Le salariat n'est pas la rencontre sur un marché d'une multitude "d'offreurs de service" les salariés riches d'un bagage varié de qualifications, et d'une multitude de 🕟 clients, les entreprises venant y louer une main d'oeuvre en fonction de leur besoin. Tous les travaux des historiens, français ou étranger, montrent que la formation de la classe ouvrière est un montage ("making" dit E.P. Thompson [1963]), où le capitalisme industriel garde largement l'initiative, même s'il doit tenir compte de la résistance ouvrière, dans l'usine et dans la société. "Mobiliser" la force de travail (selon l'expression de J.P. de Gaudemar [1979]), à partir de "réserves" que constituent la paysannerie ou l'artisanat du territoire ou de contrées étrangères et dominées, ou même à partir des branches industrielles en déclin, la mettre au travail sur des dispositifs de machines en constante évolution, où se joue une lutte pour le contrôle du processus de production, la tenir à disposition à travers la législation et les conventions qui codifient le rapport salarial, la "démobiliser" et la reporter vers de nouvelles branches, avec de nouveaux statuts, de nouvelles qualifications, dans d'autres régions, tout cela est l'enjeu d'un processus de lutte, de transformation conjointe du procès de production et de la composition de la classe ouvrière.

Temporairement émerge un certain équilibre, une configuration typique du modèle de développement, du procès de produc-

tion dans les branches motrices, de la structure des qualifitions, du mode de vie ouvrier, de la législation sociale. Tel fut le cas lors des vingt grandes années de la croissance de l'Après-guerre en France, qui vit l'expansion de ce qu'à la suite de Gramsci de nombreux économistes et sociologues du travail appellent aujourd'hui "fordisme". (B. Coriat [1979]). Mais les rapports de forces, les retombées socio-économiques des changements techniques, les modifications du contexte international, viennent remettre en cause cet équilibre dynamique : c'est la crise. Alors ce qui était acquis est remis en question, de nouvelles formes de production et de régulation du rapport salarial sont testées...

#### I - LA CROISSANCE.

La Fresque historique du système productif (INSEE [1975]) a décrit la formidable mutation qu'à connue la France, de la Reconstruction à la crise (disons : de 1954 à 1974)

#### 1°) De l'ouvrier de métier à l'ouvrier spécialisé.

Au départ, la France industrielle c'est quelques îlots d'industrie intermédiaires, quelques îles d'industrie mécanique, quelques zones d'industries de consommation traditionnelles (textiles...), dans un océan de ruralité principalement agricole.

Deux structures ouvrières typiques dominent alors.

D'une part prédomine encore dans de très nombreuses industries traditionnelles (y compris l'horlogerie), et surtout dans le

bâtiment, le couple : ouvrier de métier-manoeuvre. C'est-àdire une sorte d'artisan généralement mais pas toujours salarié, connaissant à fond son métier, et assisté d'ouvriers
sans qualification. Précisons tout de suite qu'en ce qui
concerne le bâtiment cette structure prévaudra encore au
sommet de l'immense vague d'urbanisation, malgré l'effort
d'équipement de l'industrie du bâtiment : "On a rationalisé
le geste de l'ouvrier du bâtiment, on ne l'a pas industrialisé" (voir LIPIETZ [1974]). La crise qui suivra, en renforçant sur le territoire français le poids des petites entreprises travaillant à la restauration des bâtiments et à la
construction des maisons individuelles, confirmera cette
structure.

D'autre part prédomine dans l'écrasante majorité des industries intermédiaires (sidérurgie, pétrochimie, etc...), comme dans les industries mécaniques et dans la plupart des industries de consommation treditionnelles, la figure de l'ouvrier professionnel : qualifié sur sa machine dont il connaît à fond les possibilités, détenteur du "tour de main", lui aussi assisté de manoeuvres, c'est principalement un travailleur français, urbanisé de longue date dans les "zones rouges", porteur de la "culture ouvrière" telle qu'elle s'exprime dans la vie syndicale et politique et se reflète dans le cinéma.

Cette structure restera elle-aussi typique des in-

dustries intermédiaires, qui sont pour l'essentiel des industries de "process" : la connaissance empirique approfondie du procès de production continue exige la présence d'ouvriers expérimentés. On constatera en revanche la prolifération, autour de ce noyau central, d'une "périphérie" ouvrière s'occupant des tâches intermittentes et déqualifiées (entretien etc...). Cette périphérie sera composée de salariés (généralement immigrés) d'entreprises elles-mêmes sous-traitantes, mais travaillant sur le site même de l'entreprise principale (R. Linhart [1978]).

Mais ce sont les industries mécaniques et quelques industries traditionnelles qui vont connaître à la fois la plus forte expansion et la plus profonde transformation du salariat, dans sa composition, l'organisation de son travail, dans son mode de vie. Les industries de la filière métallique concernées (principalement : l'automobile, l'électro-mécanique, puis l'électro-nique) sont regroupées par la <u>Fresque</u> sous le chapitre "Industries d'Equipement", entendez : équipement des entreprises, bien sûr, mais surtout, ce qui est nouveau, équipement des ménages en bien durables. C'est ce mouvement de croissance-transformation qu'on a appelé "fordisme".

Quand on parle de fordisme, on désigne deux choses historiquement et théoriquement jointes quoique relativement distinctes.

Le fordisme, comme mode d'accumulation du capital fondé sur le bouleversement continuel du procès de travail, par incor-

poration du "savoir-faire ouvrier" dans le système automati que des machines. C'est ce qu'on appelle un "régime d'accumulation intensive", qui se caractérise par une hausse conjointe de la productivité apparente du travail et du volume de capital fixe par tête ("composition technique du capital").

La pré-condition de ce type d'accumulation est la systématisation par les méthodes de "l'Organisation Scientifique du Travail" du geste de l'ancien ouvrier de métier ou de l'ouvrier professionnel. Cette étape, appelée "taylorisme" du nom de son théoricien, approfondit la séparation entre conception et exécution, la polarisation entre techniciens et ouvriers spécialisés, au sein du collectif de travail.

Le but de ce mouvement de taylorisation est d'accroître le contrôle du chef d'entreprise sur le procès de travail, de briser la force de négociation de l'ouvrier qualifié (fondée sur son savoir faire), et, nous le verrons, de recomposer, y compris géographiquement et culturellement, la classe ouvrière. Initié en 1913 aux usines Renault, cette forme d'organisation du travail reste minoritaire entre les deux guerres et prend toute son expansion après 1950.

Toutefois, à l'intérieur des filières taylorisées puis fordisées, et en particulier de la plus caractéristique d'entre elles, la filière métallique, la présence d'ouvriers qualifiés reste indispensable à tous les niveaux, et surtout dans les segments "amonts" de cette filière, ceux où s'opère la fameuse "incorporation" : dans la fabrication des biens d'équipement industriel, machines outils, etc... (voir CEPREMAP [1980]). D'autre part, le taylorisme et le fordisme, même s'ils se présentent comme des formules pour mettre au travail des ouvriers sans qualification aucune (puisque le "savoir-faire" leur est communiqué sous forme de normes par le Bureau des Méthodes), suppose dans la réalité une implication et un savoir faire de l'ouvrier à son poste bien supérieurs à ce qui est théoriquement nécessaire... et socialelement reconnu. En fait, il s'agit de méthodes de systématisation d'un savoir-faire ouvrier pré-existant et toujours renouvelé, et de contrôle capitaliste de l'usage de ce savoir-faire dans la chasse aux "espaces de liberté" restés à l'ouvrier au sein du procès de travail.

Cette contradiction "dépossession/implication" est une des sources de la "crise du travail" dans les pays industrialisés (voir D. LINHART (1981)). Elle conduit à la recherche systématique de gisements de main d'oeuvre en fait qualifiés mais déclassés par leur entrée dans les industries de main d'oeuvre. Elle conduit également aux tentatives de "néo-for-disme", qui consistent à tempérer le "contrôle direct" d'un peu "d'autonomie responsable" (selon la formule de A. FRIEDMAN (1977)).

\* Le fordisme comme mode de régularisation, d'adaptation continuelle de la consommation des masses aux gains de productivité, historiquement sans précédent, entraînés par l'accumulation intensive. Le problème de la réalisation, de l'écoulement des marchandises ainsi jetées massivement sur le marché avait débouché sur la grande crise des années 1930. Après la guerre se sont mises en place des formes de régulations salariales dites "monopolistes" indexant le salaire nominal à la fois sur le prix de la vie et sur la productivité, et pré garantissant une extension de la demande finale à la mesure de celle de l'offre. (CEPREMAP (1977), LIPIETZ (1979)). Cette adaptation a entraîné une énorme mutation du mode de vie des salariés (la fameuse "consommation de masse"), sa "normalisation" et son intégration à l'accumulation capitaliste elle-même (GRANOU, BARON, BILLAUDOT (1979)).

# 2°) La mise en place des "circuits de branche".

Tel que nous venons de le décrire, le fordisme autorise une tripartition du procès de travail en trois types de fonctions :

I- Fonction intellectuelle de conception, d'ingénierie, d'organisation méthodique du travail : c'est la tâche des cadres, ingénieurs, et techniciens.

II- Tâches de fabrication qualifiées, exigeant la forte présence d'ouvriers professionnels.

III- Tâches d'assemblage ou d'exécution déqualifiées, exécutées par des "OUvriers Spécialisés" (O.S.), entendez "spécialisés dans un seul geste, sur une machine spéciale".

Le fordisme, c'est donc d'abord la croissance de la part des "travailleurs intellectuels" dans le procès de production d'une part, de la masse des ouvriers déqualifiés d'autre part, au détriment de la part des ouvriers professionnels.

Rien n'empêche évidemment de combiner ces trois tâches sur un même site, notamment dans les centres industriels traditionnels, comme en région parisienne ou en Franche Comté dans l'automobile. Mais la prolifération des O.S. exige, et la division des tâches autorise, la recherche de véritables bassin de main d'oeuvre déqualifiée. Où les trouver ?

Bien sûr, d'abord à l'étranger : le développement du fordisme s'accompagne d'une formidable vague d'immigration. Mais dans les années 50-60, l'effondrement de la paysannerie (tombée à 11 % de la population active en 1975) va ouvrir au capitalisme sur le territoire français d'immenses gisements qui vont donner à l'industrialisation son caractère spécifique. Massivement, les paysans, et surtout leurs filles et leurs épouses (certes qualifiées en couture etc..., mais sans qualification reconnue dans l'électro-mécanique !) vont pouvoir être mis au travail dans des établissements spécialisés du type III, notamment dans l'Ouest français. Les entreprises bénéficieront ainsi d'une main d'oeuvre sans tradition syndicale, sous-payée (puisque se reproduisent partiellement à travers ses activités agricoles). Plus généralement, les femmes, rompues aux activitées domestiques ou d'aides familiales dans l'agriculture, offriront un type de main d'oeuvre adapté au taylorisme (D. Kergoat [1982]). Enfin, outre les immigrés, les paysans, les femmes, les bassins industriels en déclin offrent des réservoirs d'ouvriers professionnels mais déclassés, réengagésavec un statut d'O.S. dans des établissements de montage déqualifiés.

On assiste ainsi à la mise en place de "circuits de branches" (taylorisées ou fordisées), sur trois types de régions reflétant la tripartition du travail industriel: régions de conception (I), régions de fabrication qualifiée (II), régions de montage déqualifié (III). Ce phénomène est particulièrement net dans le cas des industries d'équipement. La "spécialisation" des régions (cette fois par qualification, et non plus par branche) est doublement déterminée par ce processus général et par les

possibilités de s'y insérer qui résultent quant à elles du passé (agricole ou industriel) de la région (LIPIETZ [1977]).

Le recensement de 1975 (Tableau I) illustre fort bien le phénomène.

La Région Parisienne, outre qu'elle monopolise la direction des circuits financiers et commerciaux, est évidemment la grande région de type I, où se concentrent ingénieurs
et techniciens : ils y sont aussi nombreux que les O.S.! En
outre, les entreprises d'ingénierie et autres "services aux
entreprises", qui appartiennent statistiquement au secteur
tertiaire, n'occupent en fait que des segments autonomisés
des circuits industriels. Notons au passage que la tertiarisation massive de cette région, loin d'annoncer quelque
"société post-industrielle" promise aussi aux autres régions,
n'est que la contrepartie de l'industrialisation déqualifiée
de la périphérie provinciale (sans compter celle des "Nouveaux pays industriels").

Face à l'hégémonie croissante de la Région Parisienne, les anciennes régions industrielles ont connu un destin varié. La région Rhône-Alpes aurait pu espérer viser un statut de "région I", exerçant une responsabilité déléguée en direction du "Grand Delta" (Lyon-Turin-Barcelone). En fait, elle a quasiment perdu la direction financière de ses entreprises, à peu près conservé leur direction technique, et la structure du collectif des salariés est très semblable à la moyenne

nationale. L'importance du tertiaire de "service aux entreprises" confirme toutefois son rôle de "supermétropole", entre le niveau I et le niveau II. La région Nord au contraire apparaît en 1975 comme typiquement une région de type II, que sa très ancienne vocation industrielle spécialise dans la fabrication qualifiée, avec plus d'O.P. que d'O.S., même dans les industries fordistes.

Quant aux anciennes régions agricoles, elles ont traversé les années 50-70 selon deux axes fort contrasté. Au Nord d'une ligne La Rochelle-Genève, et tout particulièrement dans le Grand Ouest, une véritable révolution sociologique allait "industrialiser la campagne". Dans l'Orne, la majorité des habitants des zones rurales (agglomérations urbaines donc exclues) est à présentouvrière. Les femmes vont travailler en cyclomoteurs dans les établissements de montages de petits équipements (Moulinex) ou d'électronique (Thomson). Les hommes, ramassés par car à 80 km de la ronde, vont travailler dans les grands établissements automobiles de Rennes, Le Mans, Caen... Naturellement, il s'agit d'une industrialisation de type III dans les branches fordistes comme dans les industries agro-alimentaires, qui submerge les petites industries qualifiées traditionnelles, comme une onde qui ébranle les régions Centre (la plus déqualifiée de toutes !), Pays de Loire et Normandie, Bretagne (qui reste encore assez qualifiée à cause du poids des industries traditionnelles). Certes, d'un point de vue quantitatif, en termes d'emplois créés, cette industrialisation fut une réussite. Mais du point de vue qualitatif, il s'agissait manifestement d'une industrialisation "périphérique", sans emploi qualifié, sans promotion à attendre : d'où une explosion de luttes comme celle du Joint Français de St Brieuc dans les débuts des années 70. En outre, la décroissance de l'activité rurale engendrée par les gains de productivité suscitait une telle pression sur le marché de l'emploi que cette croissance industrielle ne suffit jamais à enrayer la montée du chômage, même dans les bonnes années.

Au sud en revanche, l'exode rural était déjà si intense qu'aucune "industrialisation rurale" n'a pu s'y développer. Plus que jamais le destin des jeunes occitans sera la fonction publique parisienne (PTT, etc...): immigrés de l'intérieur, ils se battront au Nord pour le droit de retourner "vivre et travailler au pays". Pourtant on constate dans ces "régions ensoleillées" des traces d'industrialisation, dans les segments les plus qualifiés des branches fordistes: essaimage de l'informatique dans tout le midi, consolidation de l'aéronautique à Toulouse. En fait, il s'agit le plus souvent d'un apport de travailleurs qualifiés venus (ou revenus!) du Nord pour occuper des emplois facilement délocalisables, et non d'une "promotion industrielle" directede ces régions.

#### II - CRISE ET NOUVELLES TENDANCES.

#### 1°) La médaille et son revers.

L'industrialisation et la modernisation de la France fut donc incontestable, même si les chiffres donnent l'impression d'une substitution directe du tertiaire à l'agriculture. La classe ouvrière profita de cette expansion : triplement en 20 ans du niveau de vie des salariés, renforcement considérable de la législation sociale. En fait, ce "partage des fruits de la croissance" fait partie des nécessités du fordisme. Mais ce qui fut gagné dans les conditions de la vente de la force de travail fut bien souvent reperdu dans la dégradation des conditions du travail.

L'émergence d'une minorité d'intellectuels dans le procès de travail lui-même ne saurait cacher la déqualification globale du travail, camouflé par les statistiques qui traduisent la classification, mais apparente pour le sociologue dans la fameuse "crise du travail". La féminisation, si elle traduit une aspiration authentique des femmes à échapper à leur statut traditionnel, se fit sur la base du déni ouvert de leur qualification. Par ailleurs, la mécanisation impliqua une subordination croissante de la vie ouvrière à la rentabilisation des machines : le travail en équipe successives devint majoritaire dans la plupart des branches exigeant de fortes immobilisations (Billaudot [1980]).

Enfin, cette industrialisation engendra "le chômage" par

les deux bouts", bien avant l'ouverture de la crise (F.Eymard-Duvernay, R. Sallais [1975]). La logique consistait en effet à détruire de vieilles industries, caractérisées par un certain type d'ouvrier localisé dans certaines régions, et à les remplacer par des "circuits de branches" dirigés depuis une métropole tertiaire et basés sur des établissements déqualifiés dans d'autres régions où le chômage était latent. Non seulement le chômage croissait dans les "ceintures rouges" par pertes d'emplois, mais il croissait dans les zones des nouvelles implantations parce que celles-ci révèlaient les aspirations à "quitter la ferme", puis, une fois le mécanisme de la pénétration du salariat industriel enclanché dans les campagnes, le rendaient irréversible par la transformation du mode de vie.

#### 2°) Crise et remise en cause du rapport salarial.

La crise actuelle du fordisme est le revers de ses succès antérieurs : déclin de gains de productivité autorisées par la taylorisation, le travail en équipe et la mécanisation, tensions sociales engendrées par son développement, tout concourt vers le début des années 70 à la remise en cause de ce modèle du développement qui n'engendre plus assez de surplus à partager entre salaires et profits (Lipietz [1982]). La crise mondiale, précipitée par le bouleversement de la division internationale du travail, vient de plus révéler les faiblesses de l'industrialisation française (CEPREMAP [1980]).

La première réaction des entreprises, soutenues sur ce point par le gouvernement jusqu'au 10 Mai 1981, vise à briser ou à contourner la rigidité de la législation sociale jusqu'ici compatible avec la croissance fordiste (R. BOYER [1981]). Le travail intérimaire, la sous-traitance sur site ou hors-site, les contrats à durée limitée, toutes formes d'emploi qui rendent sa mobilité au "volant de main d'oeuvre" et permettent aux entreprises d'embaucher sans s'engager, prennent un développement considérable : on peut parler d'un "éclatement de la collectivité de travail". La grande majorité des jeunes ouvriers venus après 1973 sur le marché du travail n'a jamais connu le statut et les emplois stables des générations précédentes. Certes, l'Etat et la famille viennent au secours de la masse des hors-statuts et des chômeurs par une nouvelle extension des revenus de transfert. Mais il y a sans doute là l'amorce d'une nouvelle mutation profonde du rapport salarial, qui induit une rupture culturelle aux conséquences non maîtrisées.

#### 3°) Nouvelles tendances de l'emploi industriel.

Bien que n'ait pas encore émergé de façon nette un nouveau modèle de développement offrant une issue à la crise du fordisme, quelques tendances technico-sociales se dessinnent avec certitude (voir le rapport CEPREMAP [1980]) : la possibilité croissante de "délocaliser" vers certains pays du Tiers-Monde certains segments du fordisme classique

(Lipietz [1981]), l'irruption de l'électronique au coeur même du procès de travail avec la robotique.

Si elle se matérialise, le première possibilité tend à supprimer en France des emplois industriels, en particulier dans les régions III. En fait, à l'encontre de nombreux pronostics, ces régions connaissent, au moins jusqu'en 1980, une poursuite ralentie de leur industrialisation, qui contraste avec l'effondrement accéléré des régions industrielles préfordiennes (Lorraine, Vosges, etc...)

Plus nouvelles sont les formes de reconversions des vieux centres moins mono-industriels, en particulier le Nord Pas-de-Calais (CEPREMAP [1980]).

En fait, ces ouvriers durs au travail, richesde culture industrielle, mais coupés du débouché qu'offraient les branches à présent en déclin (mine, textile, sidérurgie "des mines" par opposition à la "sidérurgie sur l'eau" de Dunkerque), fournisent après dans les années 70 une réserve idéale pour le "néo-fordisme", caractérisé par l'invasion de la robotique et une certaine recomposition des tâches qu'avait trop atomisé la taylorisation. Typiquement, cette région sans industrie automobile en 1970 représentera 7 % des effectifs de la branche dix ans plus tard. Ce qui nous amène à raffiner notre conception des régions de type III. Quand on dit que les réserves de main d'oeuvre pour les activités fordistes de montage peuvent être alternativement tenue par des immigrés, des femmes,

des paysans, des ouvriers d'industrie obsolescente, parce que ces activités ne requièrent aucune qualification, on a tendance à négliger la part de disponibilité à la discipline industrielle que requiert quand même le travail le plus taylorisé. Un O.S. n'est jamais un robot de chaire, on exige toujours de lui un minimum d'engagement intellectuel dans son travail. Les femmes de l'Ouest, par exemple, rompue au travail de couturière (et souvent diplômées comme telles) sont vantées par les firmes électriques ou électroniques pour leur minutie, leur habilité, leur patience. Mais le montage et l'assemblage automobile est un métier d'hommes, principalement. Or les années 68-73 ont été marquées par une grave micro-conflictualité sur les chaînes de montages masculine composées principalement d'immigrés (en Ile de France) ou de paysans (dans l'Ouest). De plus, les écarts de salaire entre Paris et l'Ouest vont en diminuant. D'où les tendances au néo-fordisme, à la recomposition partielle des tâches, etc..., destinées à accroître la "participation" des ouvriers à leur travail (mais non la qualification reconnue !). La chose devient d'autant plus urgente que l'appareillage électronique mis en place serait particulièrement menacé par les explosions de "violence sauvage" telles que les ateliers de presse ou de carrosserie de Flins et Seguin en ont connues.

Des usines comme celle de Douai ou de Douvrain, où se sont développées dans les années 70 les expériences les plus

avancées de néo-fordisme (robotisation + recomposition des tâches, polyvalence), traduisent donc d'abord la volonté de "revenir aux ouvriers français traditionnels"... mais sans le degré de qualification reconnue et d'organisation qu'ils avaient sû construire en Région Parisienne, et donc bien sûr sans le salaire correspondant. Dans la mesure où la décentralisation productive des établissements parisiens est une tendance lourde, le Nord, vieille région minière et textile en récession, apparaît particulièrement bien placé.

TABLEAU 1 Structure des qualifications des activités internes à l'industrie en 1975.

Régions	France	Province	Rég. Par.	Rh-Alpes	Nord P.C.	Alsace	Centre	Bretagne	Midi-Pyr.	Lang. Rous.	Prov. C.A
Structure	des emploi l	iés au proce	saus de trava	il dans l'ind	ustrie (par ra	pport à l'en	nploi total d	u secondaire	:)		
SHQ	8,3	1 7.0	13,5	8.5	6,2	5,9	6,6	5,8	8,2	6,5	8,9
SOQ	37.7	38.0	36,5	36.4	35,8	35,6	39.0	41.9	39,0	42,8	46,5
sos	36,3	40,1	21.7	37,8	43,3	42,4	40,1	39,1	36,0	35,8	28,2
Structure	des emplois	dans les sou	les industrie:	d'équipem	ent (par rapp	ort á l'emp	loi de ces in	dustries)	,		•
SHQ	13,3	10,3	21.2	12.0	10,1	8,4	8,8	8,7	17,7	11,1	15,8
SA	17,7	14,5	26,1	17,2	14,4	13,7	13,0	12,9	21,2	24,1	17,8
SOQ	33,4	34,3	31.0	34,1	39,8	34,7	31,8	36,0	33,0	29,8	48,7
sos	35,5	40.8	21.6	36,7	35,7	43,1	46,3	42,4	27,9	34,8	17,7

Définition des regroupements (par rapport au code DJP) :

Sinirce : [1976]

SHQ = 2 + 3 (Ingénieurs, Techniciens) SOQ = 4 (Ouvriers qualitiés) SOS = 5 (Ouvriers spécialisés) SA = 6 + 7 + 8 + 9 (Administratifs)

# **BIBLIOGRAPHIE**

#### BILLAUDOT [1980]

"Accumulation, croissance et emploi dans l'industrie française : rétrospectives 1959-1974", Economie et Statistiques n°127, novembre.

#### BOYER R. [1981]

"Les transformations du rapport salariale dans la crise : une interprétation de ses aspects sociaux et économiques", <u>Critique de l'Economie Politique</u> n°15/16, Maspéro, Paris.

#### CEPREMAP [1977]

Approches de l'inflation : L'exemple français, rapport au CORDES par Benassy JP, Boyer R, Gelpi RM, Lipietz A, Munoz, Ominami C, Paris, mimeo.

#### CEPREMAP [1980]

Redéploiement industriel et espace économique, rapport à la DATAR de Lafont J., Leborgne D, Lipietz A. A paraître dans Travaux et Recherches de Prospective, La documentation Française.

#### EYMARD-DUVERNAY F. et SALAIS R. [1975]

"Une analyse des liens entre emploi et chômage", Economie et statistiques n°69, Juillet.

#### FRIEDMAN A. [1977]

Industry and Labour, London.

#### DE GAUDEMAR J.P. [1979]

La mobilisation générale, Le champ urbain, Paris.

GRANOU A., BARON Y., BILLAUDOT B. [1979]

Croissance et crise, Paris, Maspéro.

#### I.N.S.E.E. [1974]

"Fresque Historique du Système Productif", <u>Les</u> Collections de l'INSEE, E. 27, Paris.

KERGOAT D. [1982]

Les Ouvrières, Sycomore, Paris.

#### LINHART R. [1978]

"Procès de travail et division de la classe ouvrière", in La division du travail, Galilée, Paris.

L'appel de la Sirène, Sycomore, Paris.

# LIPIETZ A. [1974]

Le tribut foncier urbain, Paris, Maspéro.

# LIPIETZ A. [1977]

Le capital et son espace, Paris, Maspéro.

# LIPIETZ A. [1978]

"La dimension régionale du développement du tertiaire", <u>Travaux et Recherches de Prospective</u>, n°75, La Documentation française, Paris.

#### LIPIETZ A. [1979]

Crise et inflation : pourquoi ? Paris, Maspéro.

# LIPIETZ A. [1981]

"L'industrialisation du Tiers-Monde : issue à la crise ?", Le Monde Diplomatique, Octobre.

# LIPIETZ A. [1982]

"Derrière la crise : la tendance à la baisse du taux de profit", Revue Economique n°2, Mars.

#### THOMPSON E.P. [1963]

The Making of the English Working class, Pelican Books, Harmondsworth.